



LE TAGÈTE

Hors série n° 47, 2014

Marcel JB Tardif

Plante herbacée cultivée pour ses fleurs ornementales jaunes ou orangées à senteur poivrée, appelée communément oeillet.

LES CON-CURRENTS

Aucun peuple, pas même les Anglais, les Sud-Africains, les Japonais ou les Allemands, ne chérit plus le capitalisme coupe-gorge que les Américains de toute engeance, lit-on dans *At Any Cost* de Thomas F. O'Boyle, publié en 1998¹. Dans tant et plus de secteurs d'activité, aux États-Unis surtout, mais aussi à l'échelle mondiale, si on exclue le 'menu fretin' qui n'occupe qu'une part infinitésimale du marché, peu de joueurs contrôlent la donne et se renvoient l'ascenseur par le truchement d'ententes secrètes privilégiant le contrôle des affaires. En Afrique du sud, 80 pourcent des industries sont contrôlées par 5 super conglomérats. On ne parle plus de concurrence, mais d'asservissement de l'économie nationale.

Les Cornelius Vanderbilt (rail), John D. Rockefeller (pétrole) et Andrew Carnegie (acier), sans parler des John Pierpont Morgan (finance) de ce monde, ont largement dominé l'économie américaine naissante, pour avoir laissé leur empreinte sur l'esprit des générations suivantes quant à la manière d'aborder l'économie et la croissance des affaires privées.

Les économistes ont beau sortir les théories les plus étriquées pour expliquer les bienfaits du libre marché, il n'en demeure pas moins que la liberté de pratique commerciale est suprêmement brimée par l'effet d'accumulation du capital entre les mains de peu d'intervenants marché. On s'en convaincra mieux en constatant que, dès après la débâche financière de 2007-2008, les *'too big to fail,'* parmi lesquels les banques d'investissement et les assureurs, les premiers responsables de la catastrophe sont devenus par la suite des entreprises encore plus imposantes grâce à des fusions volontaires ou forcées. Si l'économie postmoderne carbure à l'investissement, et que ce dernier passe par l'entremise de telles institutions, on doit en conclure que leur poids dans la répartition de l'assiette d'affaires est plus que déterminant, peu importe le secteur d'activité concerné. Ce que les entreprises veulent, elles l'obtiennent désormais, non pas par la concurrence de forcenée qu'elles mènent, mais par le poids indécent qu'elles se ménagent, avec l'assentiment benêt des organismes de régie publique pourtant chargés de les surveiller, sur l'espace économique national.

Les entreprises, du moins les *'too big to fail,'* ne veulent pas plus de concurrence en affaires, mais plus de con-currents passifs à exclure du marché dès que l'envie leur en prend. Or, les dirigeants des grandes entreprises, comme les professeurs et les gurus du management, sont prestes à défendre le principe du libre marché et fort lents à y donner cours véritable. Les uns et les autres s'entendent comme larrons en foire, en distordant la réalité à grand renforts de discours éculés en matière d'éthique d'affaires. Le bien commun, qui suppose une contribution réelle au développement de l'espace économique national, et ce par chacun, ne les empêche pas de dormir. Ce que les conglomérats développent, ce sont leurs pouvoirs et leur richesse, rien d'autre. Les con-currents devraient se réveiller. Et vite ! Le train passe.

¹ *At Any Cost: Jack Welch, General Electric, and the Pursuit of Profit* by Thomas F. O'Boyle (1998), p. 305.